

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 17 avril 2025

ZOOM : COLOMBIE – QUELS IMPACTS ATTENDRE DE LA BAISSÉ DU COURS DU PÉTROLE SUR L'ÉCONOMIE COLOMBIENNE ?	2
Bolivie	3
Le taux de change parallèle du dollar atteint près du double du taux de change officiel.	3
Les droits de douane imposés par les États-Unis affecteraient la moitié de la valeur des exportations boliviennes vers ce pays.	3
Colombie	3
Dans le cadre de la problématique budgétaire à l'œuvre, le gouvernement prévoit d'augmenter les impôts des entreprises à la source.	3
La Colombie a émis de nouvelles obligations à hauteur de 3,8 Md\$.	3
La Colombie prévoit une forte baisse de la production nationale de gaz GPL.	4
<i>Moody's Ratings</i> alerte quant à la situation budgétaire de la Colombie.	4
Equateur	4
Le Président Noboa est réélu au second tour des élections présidentielles.	4
Croissance : -2 % en 2024, et prévision de 2,8 % pour 2025.	5
Guyana - Suriname	5
Arrivée prochaine d'un quatrième FPSO.	5
Hess restituera ses blocs pétroliers inexploités dans les zones <i>offshores</i> du Guyana et du Suriname.	5
Pérou	5
La Banque centrale maintient son taux de référence à 4,75 % pour le quatrième mois consécutif.	5
La Banque centrale prévoit une croissance de 4 % en g.a. au T1 2025.	6
Venezuela	6
PDVSA ordonne la restitution des cargaisons de pétrole brut envoyé aux États-Unis.	6
Les chiffres de l'OPEP de la production de pétrole vénézuélienne en mars 2025.	6
Une baisse de l'activité économique prévue entre -2 % et -3,5 % pour 2025.	6

Zoom : Colombie – Quels impacts attendre de la baisse du cours du pétrole sur l'économie colombienne ?

Le cours du pétrole Brent (référence pour la Colombie) a récemment chuté, passant de 74,95 \$/baril le 2 avril à 64,67 \$/baril le 16 avril (avec un point bas à 62,82 \$/baril le 9 avril), soit une baisse de -14 %. Pour cause, l'incertitude économique globale à la suite de l'annonce de l'augmentation des droits de douane annoncée le 2 avril par D. Trump, ainsi que l'annonce, le 3 avril, de l'augmentation de la production de pétrole des pays membres de l'OPEP+, à hauteur de 411 000 bpj supplémentaires à partir du mois de mai. L'impact de ces deux annonces sur les marchés a été immédiat : en une journée, le Brent et le WTI (pétrole de référence aux Etats-Unis) ont perdu respectivement -6,5 % et -7,4 %. La banque *Goldman Sachs* a estimé que le Brent pourrait chuter jusqu'à 54 \$/baril.

Cette baisse pourrait avoir des effets importants sur la Colombie, alors que le pétrole occupe une place majeure dans l'économie du pays : **entre 2019 et 2023, le secteur pétrolier a représenté 33 % des exportations, 14 % des IDE, et 9 % des recettes de l'État**. En 2023, 13 % des recettes de l'Etat provenaient du secteur pétrolier, et les économistes estiment qu'un dollar de baisse du prix du Brent engendrerait une baisse d'approximativement 170 M\$ d'exportations annuelles pour la Colombie. La baisse des prix du pétrole s'ajoute à la pression sur les finances publiques tout en risquant de creuser le déficit de la balance des paiements et de provoquer une dépréciation du peso colombien face au dollar, s'ajoutant à l'instabilité économique déjà importante.

Par ailleurs, d'autres facteurs pourraient contribuer aux difficultés du secteur, à l'instar du récent manque d'exploration pour de nouveaux gisements. En effet, bien que les experts jugent urgent d'investir significativement dans la recherche de nouvelles zones d'exploitation pour assurer la continuité de la production, **de moins en moins de puits d'exploration sont forés** (en 2024, 34 puits d'exploration ont été forés, -33 % par rapport à 2023, -61 % par rapport à 2022). De fait, la production et les exportations montrent déjà un essoufflement : en 2024, 477 puits de développement ont été forés (-21 % par rapport à 2023, -28 % par rapport à 2022) et les exportations de produits pétroliers ont enregistré une diminution de -5 % par rapport à 2023 (-804 M\$). La production d'hydrocarbures devrait ainsi continuer de diminuer au cours de la prochaine décennie : après un pic de 798 000 bpj en 2028/2029 (+3 % par rapport à 2024, permise par les « jeunes » champs pétroliers), elle devrait progressivement baisser jusqu'à 692 000 bpj en 2035 (-10 % par rapport à 2024). **Alors que la production a diminué de -0,5 % en 2024, il est estimé qu'elle pourrait baisser de -4 % en 2025.**

Le président d'Ecopetrol (compagnie pétrolière publique, représentant 70 % de la production en Colombie) a indiqué que **l'entreprise pourrait devoir fermer les champs pétroliers aux seuils de rentabilité le plus bas**. Ainsi, la baisse du cours du Brent pourrait impacter la production colombienne de pétrole, certains champs n'étant rentables qu'à partir d'un niveau plancher du prix du pétrole. L'entreprise se concentrerait sur ceux ayant les plus faibles coûts d'exploitation. Selon lui, pour chaque dollar que perd le prix du pétrole, l'entreprise perd 207 M\$ (900 Md COP) d'EBITDA, et plus 161 M\$ (700 Md COP) de bénéfice net par an. Par ailleurs, le plan d'investissement d'Ecopetrol pour 2025, élaboré sur la base d'un prix de 73 \$/baril, pourrait être fragilisé pour le reste de l'année – de même que le plan de financement de l'Etat pour 2025, basé sur un prix de 74,3 \$/baril. Pour rappel, **en 2024, les dividendes versés par Ecopetrol à l'État colombien se sont élevés à près de 5 Md\$ (21 600 Md COP), soit 7,3 % des recettes de l'État.**

Bolivie

Le taux de change parallèle du dollar atteint près du double du taux de change officiel.

La semaine dernière, **le taux de change parallèle du dollar a atteint 13,43 BOB (bolivianos), avoisinant le double du taux de change officiel**, établi à 6,96 BOB depuis 2011. Mi-mars, le dollar avait dépassé les 11 BOB en raison de la pénurie de carburant et de la demande croissante de dollars. Les annonces du gouvernement sur la captation des dollars du système bancaire avaient entraîné une nouvelle hausse de son prix sur le marché parallèle. A la suite du récent réapprovisionnement en carburant, le taux de change s'est toutefois stabilisé, oscillant désormais autour de 13 BOB.

Les droits de douane imposés par les Etats-Unis affecteraient la moitié de la valeur des exportations boliviennes vers ce pays.

En 2024, les exportations boliviennes vers les Etats-Unis se sont élevées à 271 M\$. **L'augmentation de 10 % des droits de douane imposée par les Etats-Unis pourrait affecter près de la moitié de la valeur exportée.** Les produits concernés sont notamment les noix du « Brésil », le quinoa, le sucre, les bijoux en métaux précieux, le café et les articles en cuir. Si le pays n'a plus de relations diplomatiques avec les États-Unis depuis 2008, des experts estiment que si la Bolivie avait négocié des accords de libre-échange ouvrant d'autres marchés à l'export, comme l'Union européenne ou les pays asiatiques, elle aurait été moins vulnérable à la guerre commerciale actuelle et disposerait d'une meilleure capacité de négociation.

Colombie

Dans le cadre de la problématique budgétaire à l'œuvre, le gouvernement prévoit d'augmenter les impôts des entreprises à la source.

Le ministère des Finances colombien a récemment publié un projet de décret proposant de modifier le système d'autorétention à la source de l'impôt sur le revenu. L'autorétention est un mécanisme fiscal par lequel une entreprise verse mensuellement une partie de l'impôt qu'elle aurait dû payer à la fin de l'année, l'Etat touchant ainsi une partie de ses recettes fiscales de manière anticipée.

Ce décret permettrait d'encaisser plus tôt une partie des recettes attendues, en augmentant significativement les taux d'autorétention pour presque tous les secteurs. **Cela pourrait ainsi permettre de collecter 3,2 Md\$ supplémentaires en 2025 (8 % du PIB colombien, 13 900 COP) – réduisant d'autant les recettes attendues en 2026.**

Pour le charbon, le taux passerait de 3,2 % à 5,5 % (soit une hausse de +72 %) et pour le pétrole brut, de 5,6 % à 7 %. Mais d'autres activités verraient leur taux d'autorétention doubler ou tripler, passant 2,2 % à 4,5 % (traitement et distribution de l'eau, traitement des déchets...) ou de 1,1 % à 3,5 % (hôpitaux, activités artistiques...). Selon les experts, cette mesure pourrait entraîner un excès de retenue chez certains contribuables (générant ainsi un solde positif en fin de période, dû au contribuable), mais aussi mettre en difficulté certaines entreprises en affectant leurs trésoreries.

La Colombie a émis de nouvelles obligations à hauteur de 3,8 Md\$.

Le 15 avril, **l'État colombien a émis 3,8 Md\$ d'obligations (1,9 Md\$ à échéance 2030 avec un taux d'intérêt de 7,5 %, et 1,9 Md\$ à**

échéance 2035 avec un taux d'intérêt de 8,75 %). Au plus haut de l'émission, des ordres d'une valeur de 10 Md\$ ont été enregistrés, représentant 2,7 fois le montant émis. Le gouvernement a annoncé que ces émissions avaient pour but de soutenir le plan de financement de 2025 et de remplacer des obligations arrivant à terme en 2026. Toutefois, selon les économistes de Davivienda (2^{ème} banque de Colombie) cette émission s'est accompagnée d'une prime de risque notable, reflet d'un environnement international incertain et des vulnérabilités budgétaires persistantes du pays. Le niveau des taux obtenus est comparable à celui observé lors de la crise financière de 2008, illustrant le coût croissant auquel la Colombie accède aujourd'hui aux marchés internationaux

La Colombie prévoit une forte baisse de la production nationale de gaz GPL.

L'Unité de planification minière et énergétique (Upme) a récemment publié son Plan indicatif d'approvisionnement en gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour la période 2025-2034. **Elle y indique que la production devrait enregistrer une baisse significative (-23% entre 2024 et 2025, et -57% entre 2024 et 2028), malgré des prévisions de demande croissante, menant ainsi à une hausse des importations.**

Dans ce contexte, la Upme présente trois scénarios d'offre de GLP : un premier maintenant la production actuelle et important 40 000 tonnes par mois ; un deuxième supposant que d'autres sources d'énergie s'ajouteront à l'utilisation de gaz du pays (naphta, gaz naturel, énergies renouvelables) ; un troisième ajoutant à cela une augmentation progressive des importations.

Moody's Ratings alerte quant à la situation budgétaire de la Colombie.

Dans un récent rapport, l'agence de notation *Moody's Ratings* a alerté sur la détérioration de la situation budgétaire de la Colombie – actuellement notée Baa2 avec une perspective négative par l'agence de notation – mettant en avant des revenus inférieurs aux prévisions, une rigidité des dépenses publiques et un déficit budgétaire élevé (6,8 % du PIB en 2024). Elle souligne que **ces facteurs compromettent le respect de la règle budgétaire en 2025**. Moody's pointe également une hausse inquiétante de la dette publique (60 % du PIB) et du poids des intérêts (16 % des revenus), aggravés par un environnement politique instable, une croissance économique faible, et des réformes bloquées au Congrès. L'agence estime que **sans ajustements significatifs – notamment des coupes dans les dépenses – la confiance des investisseurs pourrait être affectée**, entraînant une hausse du service de la dette et une pression encore plus forte sur les finances publiques.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,1%	28,7%	1604
Change USD/COP	-2,0%	10,3%	4330
Change EUR/COP	1,0%	16,3%	4887
Prix du baril (Brent, USD)	-1,2%	-22,1%	64,67

Equateur

Le Président Noboa est réélu au second tour des élections présidentielles.

Le 13 avril dernier, Daniel Noboa a été réélu au second tour des élections présidentielles, avec 56 % des suffrages. Face à lui, la candidate corréiste Luisa Gonzalez a recueilli 44 % des voix. Après ce résultat, l'indice de risque pays, qui avait frôlé les 1900 pdb la

veille de l'élection, s'est établi à 1 282 pdb. La Banque centrale espère que cette tendance se poursuivra dans les prochains mois, notamment lorsque le gouvernement aura repris les discussions avec les organismes multilatéraux, et si les prix du pétrole se stabilisent sur les marchés internationaux.

Toutefois, **l'administration Noboa II fera face à un environnement budgétaire et externe de plus en plus complexe** : les dépenses publiques ont augmenté de +18 % au T1 2025, tandis que les fluctuations des prix du pétrole, dans un environnement global complexe et incertain, risquent d'impacter les finances publiques. **Tous les spécialistes s'accordent sur le fait que le soutien budgétaire du programme FMI, entamé en mai 2024 et d'une durée de quatre ans, sera crucial.**

Croissance : -2 % en 2024, et prévision de 2,8 % pour 2025.

En 2024, la croissance a enregistré une baisse de -2 %, la plus importante depuis la crise sanitaire de 2020. Ce résultat est imputable à la crise énergétique qu'a connue le pays au T4, qui s'est traduite par des coupures d'électricité jusqu'à 14 heures par jour et des pertes de l'ordre de 1,9 Md\$ (soit une baisse du PIB de -1,4%). Cette crise a provoqué une baisse de la consommation des ménages (-1,3%), de la dépense publique (-1,2%) et de l'investissement (-3,8%). La baisse de la production pétrolière a également contribué à ce résultat. **Les prévisions de croissance pour 2025 ont été revues à la hausse, de 2,5 % à 2,8 %.**

Guyana - Suriname

Arrivée prochaine d'un quatrième FPSO.

Le FPSO (*Floating Production, Storage, and Offloading*, installation de production flottante pour l'industrie pétrolière et gazière), baptisé *One Guyana*, rejoindra les trois FPSO

déjà en activité — *Liza Destiny, Liza Unity* et *Prosperity* — qui produisent actuellement 650 000 bpj. Avec une capacité de production de 250 000 bpj, **une fois opérationnel, le One Guyana fera grimper la production du pays à 900 000 bpj.** Sa mise en activité au sein du bloc *offshore* Stabroek est prévue au T4 2025.

Hess restituera ses blocs pétroliers inexploités dans les zones *offshores* du Guyana et du Suriname.

L'entreprise états-unienne Hess détient une participation de 30 % dans le bloc guyanien Stabroek, et de 33 % et 100 % (en tant qu'opératrice) dans le bloc 42 et dans le bloc 59 au Suriname. Dans son rapport d'activité de 2024, **Hess a annoncé prévoir de restituer aux États guyaniens et surinamais 94 % de ces superficies non-développées** au cours des trois prochaines années. L'entreprise a également indiqué que **le pétrole guyanien était le plus rentable de ses ventes cette année**, à un prix de vente de 80 \$/baril en moyenne, pour un coût moyen d'extraction de 6,7 \$/baril.

Pérou

La Banque centrale maintient son taux de référence à 4,75 % pour le quatrième mois consécutif.

Cette décision est motivée par les récentes évolutions de l'inflation. Selon la Banque centrale péruvienne (BCRP), **en mars, l'inflation mensuelle était de 0,81 %, et l'inflation sous-jacente de 0,64 %.** En g.a., **l'inflation est passée de 1,5 % en février à 1,3 % en mars.** La Banque centrale a noté que dans plusieurs grandes économies, notamment aux États-Unis, les anticipations d'inflation avaient augmenté en raison des tensions commerciales accrues. L'inflation au Pérou pourrait se voir affectée par ces changements, justifiant une politique monétaire prudente, malgré la baisse de l'inflation, s'approchant du

planché de la cible de politique monétaire (2%±1 pt%)

La Banque centrale prévoit une croissance de 4 % en g.a. au T1 2025.

La dynamique positive de l'économie péruvienne est illustrée par le bond des importations de biens de capital (+22 %) et l'amélioration marquée des anticipations d'investissement, au plus haut depuis 12 ans. **En l'absence de choc externe majeur, le pays pourrait maintenir un rythme de croissance proche de 3 % sur l'année**, soutenu par la hausse des salaires réels, la consommation privée, des conditions de crédit plus favorables et une forte saison de pêche.

Venezuela

PDVSA ordonne la restitution des cargaisons de pétrole brut envoyé aux Etats-Unis.

La compagnie publique pétrolière PDVSA a ordonné la restitution du pétrole brut envoyé par Chevron vers les Etats-Unis, et a annulé les autorisations de chargement des sept navires qui devaient acheminer le reste de la cargaison. Chevron avait affrété neuf pétroliers pour transporter du pétrole vénézuélien vers les États-Unis dans les semaines à venir, dans le cadre du retrait à venir de sa licence spécifique de l'OFAC, retrait qui sera effectif à partir du 27 mai. La ministre du Pétrole et vice-présidente du Venezuela a indiqué que cette décision était due à l'absence de garantie de paiement dans le contexte de durcissement des sanctions étatsuniennes.

Les chiffres de l'OPEP de la production de pétrole vénézuélienne en mars 2025.

Dans son dernier rapport, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a indiqué que la production de pétrole en mars au Venezuela avait été de 1 048 000 bpj, selon les chiffres officiels. Les sources secondaires indiquent cependant une production de 911 000 bpj. En mars, le Merey à 16 degrés API (pétrole de référence vénézuélien), a enregistré une baisse de -3,7\$/baril par rapport au mois précédent (soit une baisse de -5,9 %), pour atteindre un prix de 61,1 \$/baril.

Une baisse de l'activité économique prévue entre -2 % et -3,5 % pour 2025.

A la suite de la révocation des licences OFAC permettant l'exploitation pétrolières de sociétés étrangères au Venezuela sous sanctions étatsuniennes, plusieurs *think tanks* économiques ont revu leurs prévisions à la baisse pour l'économie vénézuélienne en 2025.

Une récession comprise entre -2,0 % et -3,5 % est prévue, avec une l'inflation qui devrait être comprise entre 135 % et 220 %.

La production pétrolière devrait baisser de -11 % et le volume des exportations pétrolières pourrait diminuer de -20 % à -28 %. Les prévisions indiquent également une baisse des importations à hauteur de -13 %, et un taux de change compris entre 122 VES/USD et 156 VES/USD.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)